

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX – TRAVAIL - PATRIE



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE – WORK - FATHERLAND

**ALLOCUTION DE M. JEAN NKUETÉ,
VICE-PREMIER MINISTRE, MINISTRE DE
L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT
RURAL, AU NOM DE S. E. PAUL BIYA,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU
CAMEROUN À L'OCCASION DU SOMMET
MONDIAL SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.**

Rome, 16-18 novembre 2009

Monsieur le Président,

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'États et de Gouvernement,

Messieurs et Mesdames les Ministres,

Distingués délégués,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un réel plaisir que je prends la parole du haut de cette tribune, au nom de S.E. Paul Biya, Président de la République du Cameroun, dans le cadre du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire. Je saisis cette occasion pour remercier chaleureusement le Gouvernement italien pour son accueil amical et attentionné et pour toutes les facilités mises à notre disposition depuis notre arrivée à Rome. J'en profite aussi pour adresser mes félicitations à M. Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, pour son intérêt marqué aux questions de la sécurité alimentaire et son dévouement constant aux causes de notre Organisation.

À l'ouverture du Sommet, nous avons adopté par consensus une Déclaration, dans laquelle nous réaffirmons notre engagement à combattre la faim et la pauvreté jusqu'à leur extinction totale de notre planète, et avons décidé des mesures concrètes, bien que minimales pour y parvenir. Ceci constitue un premier pas important dans la bonne direction.

La question de la sécurité alimentaire est cruciale aujourd'hui et fait l'objet de grandes préoccupations politiques, notamment en raison de son lien direct avec la croissance économique, le progrès social et la stabilité politique.

Notre monde vit une série de crises : alimentaire, financière et économique, crises qui, couplées avec le tassement des investissements, déjà inadéquats, dans le secteur agricole, auxquelles on ajouterait les défis majeurs du changement climatique et de l'explosion démographique, ont conduit à exacerber la question de la sécurité alimentaire.

L'expérience du Cameroun mérite d'être rapportée ici, car nous en avons tiré, à cet égard, des leçons susceptibles de guider notre action dans le futur. En effet, en février 2008, au plus fort de la manifestation de la crise alimentaire, due notamment à la flambée des prix des denrées alimentaires et leur raréfaction sur les marchés, s'en est suivie une violente humeur de la rue aux conséquences coûteuses pour le pays.

À la suite d'une évaluation de ce douloureux épisode, nous nous sommes alors dit qu'il ne fallait plus que cela se reproduise. Et pour ce faire, notre effort d'organisation interne, soutenu par la communauté internationale, y compris la FAO, a permis de trouver quelques solutions à court terme, de même qu'il a facilité la mise en place des programmes et mécanismes pouvant nous assurer à plus long terme, un développement plus harmonieux. Au centre de ces programmes, se trouve l'agriculture, avec la stratégie de développement du secteur rural, qui donne une importance particulière à la modernisation durable de l'appareil de production, au renforcement des mécanismes de financement de l'agriculture et au processus de formation des

principaux acteurs du secteur agricole, car nous restons convaincus de la place centrale de l'agriculture dans l'impulsion du développement.

Dans ce contexte précis, les actions spécifiques suivantes sont en cours d'exécution : le Programme spécial pilote de la sécurité alimentaire qui est passé à une phase étendue d'un Programme national de la sécurité alimentaire ; l'élargissement sur le plan national de l'Office céréalier ; l'extension du Programme d'installation des jeunes agriculteurs.

Tous ces programmes bénéficient du Soutien de la Communauté internationale, notamment la Banque mondiale, le FIDA, le PAM, la FAO, la BAD, l'Union européenne, la France la Chine, la Lybie, l'Inde, et d'autres encore, que nous tenons à remercier sincèrement.

La dynamique de l'agriculture camerounaise, qui doit faire face à la compétitivité entre les besoins en alimentation humaine et animale, tient compte de la nécessité d'assurer la couverture de la demande intérieure, de la solidarité sous-régionale, du renforcement de la stabilité sociale par le développement de l'agriculture de seconde génération, des besoins du pays en devises pour le financement des équipements, de la vulgarisation des résultats de la recherche agricole, de la redynamisation des foires agro-pastorales et de la restructuration du fonctionnement de la Chambre d'agriculture, entre autres.

Il est admis que les programmes les mieux montés ne peuvent produire des résultats satisfaisants que s'ils bénéficient de financements appropriés. L'apport de la communauté internationale, que ce soit dans le cadre de la coopération Nord-Sud ou Sud-Sud ou même triangulaire, est à cet égard indispensable. Les efforts doivent donc être massifs, concertés et durables, mais bien plus, les engagements déjà pris doivent être honorés. L'Afrique, qui se trouve être la région la plus vulnérable, mérite une attention particulière et aura besoin de financements nouveaux, sans toutefois oublier le recyclage des financements déjà annoncés, mais non encore libérés.

C'est en cela que la justesse de la Déclaration du Sommet du G8 de l'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale prend tout son sens, puisqu'elle plaide en faveur du développement rural et de l'agriculture par l'accroissement durable de la production, de la productivité agricole et de la croissance du monde rural, et qu'elle énonce une approche concertée globale et coordonnée pour soutenir les processus et stratégies des pays, notamment ceux en développement. L'engagement pris par le G8 d'accroître substantiellement l'aide destinée à l'agriculture, y compris l'Aide publique au développement et de mobiliser vingt milliards de dollars américains, sur une période de trois ans, reste louable à tous égards et devrait être concrétisé.

L'Afrique, dans ce contexte précis, a des défis majeurs à relever, notamment dans les domaines du financement des investissements prioritaires et de la promotion de l'entrepreneuriat. Nous nous réjouissons donc du fait que le Sommet de l'Aquila ait particulièrement mis l'accent sur la mobilisation des ressources pour soutenir le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine, notamment dans

la maîtrise de l'eau et l'hygiène publique, sur la base des principes de responsabilité partagée et de gestion mutuelle, préparé dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Au-delà de cet engagement, il est important de redéfinir toute la coopération internationale au développement avec l'Afrique, à l'effet de réduire à long terme, la dépendance de l'Afrique vis-à-vis de l'aide internationale.

Les questions de gouvernance, dont on parle tant, restent de toute évidence des considérations essentielles, car l'amélioration de la gouvernance contribue au développement et à la croissance. À cet égard, le développement d'un secteur privé fort et compétitif, que nous soutenons fortement est de nature à générer une croissance et une prospérité durables dans les pays africains. Mais le secteur privé ne pourra efficacement jouer son rôle que s'il est sûr de disposer d'un marché pour écouler ses produits. L'ouverture des marchés par les pays reste donc une décision essentielle de la part des gouvernements, mais sur le plan international, la conclusion positive des négociations du cycle de Doha reste le principal signal déclencheur d'une mondialisation des échanges comme nous souhaitons de tous nos vœux.

Les chiffres de la croissance démographique dans le monde montrent que d'ici 2050, la population de notre planète dépassera neuf milliards de personnes, avec la plus forte augmentation dans les pays en développement, notamment en Afrique. Ce sera autant de bouches à nourrir et d'emplois à sécuriser. Il faudra donc être imaginatif et innovateur pour identifier des investissements justes et bien ciblés.

De manière plus spécifique, l'Afrique, lors de la Conférence panafricaine pour le développement de l'irrigation et du potentiel hydroélectrique tenue à Syrte en

Libye en décembre 2008, a mis en place un programme ambitieux de maîtrise de l'eau pour l'agriculture, afin de répondre à la demande vivrière et énergétique croissante, avec un budget de soixante-cinq milliards de dollars Etats-Unis sur vingt ans. Nous sommes convaincus que si ce programme reçoit un écho favorable sur le plan international, un défi majeur pourrait être relevé.

Le changement climatique représente de son côté un autre grand défi pour la production agricole. Avec le changement climatique, les inondations et les sécheresses se feront plus nombreuses et plus sévères, suivies de conséquence directes sur la réduction des terres cultivables. Il y a donc lieu d'agir vite et bien, notamment en mettant en place des mesures incitatives pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. À cet égard, nous attendons avec beaucoup d'intérêt les résultats de la Conférence de Copenhague de décembre 2009.

Au plan international, la Réforme du Comité de la sécurité alimentaire, qui s'inscrit dans un cadre plus général de la réforme de la gouvernance globale de la sécurité alimentaire, est un maillon essentiel pour bâtir le Partenariat global pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

Monsieur le Président,

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'États et de Gouvernement,

Le monde est attentif à ce qui va se passer au courant de ce Sommet. Des résultats tangibles en sont attendus. Nous n'avons plus le droit de laisser un sentiment d'inachevé, ou alors d'un autre sommet de plus, qui manipule bien la rhétorique. Il est tant d'agir.

Je vous remercie de votre aimable attention.